

---

# Cercle Orion

*Club politique et d'influence indépendant*



---

## REINDUSTRIALISATION : POUR UN RENOUVEAU INDUSTRIEL FRANÇAIS

Janvier 2022

---

PARIS - LONDRES - BRUXELLES - LUXEMBOURG

Note



# CERCLE ORION

*Club de réflexion politique et d'influence indépendant*

Le Cercle Orion est un club *politique* et d'influence indépendant, laboratoire d'idées de référence, visant à promouvoir l'engagement de la jeune génération, fondé en janvier 2017 par Alexandre MANCINO.

Son but est de prendre part au débat intellectuel et de contribuer à la compréhension des enjeux et transformations du XXI<sup>e</sup> siècle pour agir et être source de propositions pour le monde de demain. Il s'articule autour d'évènements de très haute qualité avec des personnalités du monde politique, économique ou intellectuel ainsi qu'à travers des contributions d'experts sur les sujets de société.

Les activités du Cercle visent à éclairer les décideurs publics et privés confrontés aux enjeux contemporains.

À travers l'ensemble de ses activités – *réflexions, propositions, publications, lobbying & influence, accompagnement de start-ups, évaluation des politiques publiques, participation citoyenne et expérimentation* – le Cercle Orion joue un rôle d'acteur du débat démocratique.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : [www.cercleorion.com](http://www.cercleorion.com)

# Réindustrialisation : pour un renouveau industriel Français

*« Le mot “relocaliser”, je le crains un peu, parce que je crains qu’il ne nous ramène au passé avec l’idée que l’on va faire l’industrie des années 1970-1980. Or, ce ne sera pas celle-là. » Louis Gallois, président de La Fabrique de l’industrie, président du conseil de surveillance de PSA.  
– interview BFM Business décembre 2020*

**Note rédigée par Alexandre MANCINO, Président du Cercle Orion, et Malek FIOUANE, membre du comité d’experts, conseiller stratégie et affaires industrielles**

# Table des matières

<b>PROPOS LIMINAIRE .....</b>	<b>5</b>
<b>RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>7</b>
Réindustrialiser est une bataille de long terme.....	7
Réindustrialiser, cela requiert l'amélioration durable du capital humain .....	8
Réindustrialiser, c'est d'abord préserver l'existant.....	10
Réindustrialiser, ce sera nécessairement décarboner.....	11
Réindustrialiser, cela doit s'accompagner du renforcement de la compétitivité et de la modernisation de notre appareil productif. ....	11
Réindustrialiser, c'est relocaliser pour mieux exporter .....	12
Réindustrialiser la France, c'est réindustrialiser ses régions.....	13
<b>CONTACT .....</b>	<b>14</b>

# PROPOS LIMINAIRE

La crise COVID a été le révélateur de failles et dysfonctionnements graves dans la capacité française à faire face à des risques majeurs, connus et à probabilité élevée tels que des épidémies virales par voie aérienne. Les causes racines de cette incapacité sont nombreuses et multidimensionnelles. La comparaison avec le cas sud-coréen, qui a été nettement remarquée dans les débuts de la crise, en est un excellent révélateur. Sans nous limiter à celle-ci, ni comparer ici nos systèmes de santé respectifs et leur inadaptation structurelle durable à la gestion de crises majeures, force est de constater que nous avons été pénalisés par des retards importants en matière de capacités industrielles, de rapidité d'adoption technologique au sein de la population, d'éducation citoyenne dans le rapport à la santé (non de la sienne mais de celle d'autrui plus vulnérable). Les pénuries sur les masques, le délai avant développement de notre capacité à tester, l'incapacité à produire les respirateurs artificiels nécessaires à la gestion d'arrivées massives en réanimation, l'échec de SANOFI à produire un vaccin fiable dans les temps pour les premières campagnes massives de vaccination en sont de cruels exemples. Nous avons également constaté, dans le pire de cette crise, une concurrence acharnée et brutale y compris de la part de citoyens de pays amis ou alliés, jusque sur des masques pourtant déjà achetés, renégociés à même le tarmac d'aéroports d'où ils seraient expédiés. Cela doit nous alerter sur la nécessité de construire une résilience commune ainsi que sur la fragilité de nos alliances lorsque, par erreur de focale, nous investissons ressources et intelligence dans les mauvaises batailles. Cela doit nous amener à évaluer notre capacité à anticiper les risques majeurs auxquels fait face l'humanité et à répondre aux besoins vitaux de nos populations. Les volets économiques, financiers, bancaires mais aussi éducatifs devront ainsi être envisagés de façon connexe à la thématique industrielle.

Nous faisons donc dans cette note sur l'industrie (et les notes à venir) l'hypothèse qu'une industrie plus forte et plus résiliente, présente sur un territoire proche et maîtrisé (français ou *a minima* européen), sera un facteur de résilience et d'indépendance stratégique quant à notre capacité à répondre rapidement et souverainement à un socle minimal de besoins vitaux pour nos populations.

Néanmoins, si la crise COVID a révélé d'innombrables vulnérabilités, elle n'en est pas la cause profonde. Elle a été accélératrice de tendances lourdes qui étaient déjà à l'œuvre auparavant, et face auxquelles très peu d'États ont réellement pu se préparer. Il n'est donc pas trop tard pour exploiter nos avantages relatifs et réussir à saisir les opportunités que crée chaque crise majeure, à condition d'embrasser le changement de façon intelligente, active, conquérante.

Très en amont de la crise COVID19, la réindustrialisation de la France avait donc déjà été identifiée comme une priorité pour l'action publique française, avec de nombreux enjeux

Réindustrialisation : pour un nouveau industriel Français

socio-économiques et d'indépendance stratégique. Outre le cas spécifiquement français, l'industrie mondiale est au cœur de mutations extrêmement fortes, liées avant tout à une innovation scientifique, technologique, numérique et financière à un niveau, une fréquence de renouvellement et une aisance d'accès qui n'avaient jamais été atteints jusqu'ici.

Ces tendances lourdes que nous évoquons étaient déjà à l'œuvre pour modeler nos économies et nos industries, avec notamment la pression démographique au niveau mondial et le vieillissement démographique en Occident, l'augmentation des contraintes environnementales, l'accélération du développement technologique, de la digitalisation et de l'interconnectivité. C'est à la lumière des grands enjeux et des horizons permis par la génération aujourd'hui exponentielle d'innovations et de mutations, que nous devons projeter et flexibiliser nos industries, nos politiques, nos sociétés. Ainsi, avec un esprit de conquête et une production industrielle retrouvés, nous renforcerons nos alliances et partenariats à l'international, notamment avec les pays africains et la zone indo-pacifique.

Ces grandes transformations constituent évidemment un risque voire un grand péril pour nos industries telles qu'elles ont pu se constituer. Or, c'est aussi un océan d'opportunités pour nos entrepreneurs, pour nos sociétés et surtout pour l'humain qui doit rester au centre de toutes nos visions et actions. Une nouvelle fois, le progrès scientifique et technique s'avère la seule voie de résolution des contraintes opposées qui se disputent notre avenir, et concernant l'industrie, seule l'autonomisation de nos usines nous permettra de produire et capturer de façon humainement acceptable suffisamment de valeur pour assurer la prospérité de nos sociétés.

Les dispositifs actuellement mis en place au niveau européen et national, notamment dans le cadre du plan France Relance, constituent une réponse extrêmement riche à la crise COVID, mais également au besoin d'amorcer une transition vers de nouveaux modèles économiques. Les trois piliers de ce plan - à savoir transition écologique, compétitivité des entreprises et cohésion des territoires - nous semblent aussi complets que peuvent le permettre les moyens à allouer à notre relance. Ainsi, nous ne nous attarderons donc pas à questionner ou discuter le détail de ce plan de soutien, qui aura été perçu de façon globalement positive par les acteurs socio-économiques et, surtout et plus généralement, par la population française.

Avec une visée 2030, la politique économique de la France s'est orientée à raison vers une temporalité de moyen-long terme, chose très positive si la population est suffisamment sensibilisée et informée pour que le courage prospectif ne soit pas sanctionné par un processus démocratique focalisé sur les enjeux immédiats. Néanmoins, le plan de relance est par nature un outil dont la temporalité est limitée et qui n'a pas vocation à intégrer l'ensemble des éléments plus « systémiques » de politique économique qui feront la réussite du modèle économique et industriel français, c'est-à-dire les paramètres à changer durablement dans « l'équation économique France » pour faire que la balance penche du côté d'une extension de la frontière des possibilités de production du pays, en remplaçant désormais la notion de production par celle de capture de valeur.

Réindustrialisation : pour un renouveau industriel Français

Il convient donc de préciser ici que l'étendue du sujet ainsi esquissé nécessite un format d'étude plus conséquent et que le volet industriel fera donc l'objet de plusieurs publications à visées thématiques ou sectorielles. Nous éclairerons donc ici simplement quelques « angles morts » en recensant un certain nombre de points qui sont à la fois des recommandations, mais également des attentes ou doléances fréquentes d'industriels, d'entrepreneurs, et d'autres acteurs qui peuplent nos quotidiens.

Au-delà de la politique de relance de l'économie et de transition verte, chose certes déjà très ambitieuse et courageuse que nous saluons évidemment avec force, cette note ainsi que les suivantes militeront pour un véritable renouveau industriel, économique et social, avec le progrès et le capital humain (et donc le souci de nos jeunes et seniors) au cœur de la stratégie.

## RECOMMANDATIONS

### Réindustrialiser est une bataille de long terme

- **Ancrer l'orientation de long terme dans la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques**, en créant ou renforçant une base institutionnelle qui en aura la charge : elle sera complémentaire mais ira au-delà de celui porté aujourd'hui de façon quasi libérale par la BEI et par les banques d'investissements étatiques. Cette stratégie, en cohérence avec un projet européen global, sera portée par le politique.
- **Traduire davantage les orientations de long terme dans les politiques économiques**, en déplaçant progressivement la fiscalité des éléments « avant-marge » tels que le travail salarié, vers les gains réalisés sur les ventes de marchandises aux consommateurs, et sur les bénéfices effectifs non réinvestis en fin d'exercice.
- **Augmenter la temporalité moyenne des politiques économiques**, notamment des cadres fiscaux et réglementaires qui permettront aux entrepreneurs de projeter de façon plus fiable et stable leurs modèles d'affaires, ceci notamment pour les industries à forts niveaux d'investissements.
- **Continuer d'orienter les politiques publiques vers le soutien à la création par les entreprises de « valeur partagée »** au sens de M.Porter, c'est-à-dire rendre bénéfiques pour les entreprises l'intégration à leur stratégie d'éléments qui contribuent à réduire les externalités négatives pour la société.
- **Inciter les acteurs de l'industrie et de la finance à tenir durablement compte des niveaux de risques élevés liés aux approvisionnements à l'étranger.** \*

*\*La crise COVID19 aura été un élément révélateur d'une sous-évaluation du risque d'approvisionnement distant par l'ensemble des acteurs, mais également d'une sous-évaluation du risque de volatilité des prix de transport. Les équations économiques sur lesquelles les acheteurs industriels de nombreuses multinationales européennes ont basé de très importantes décisions d'achats, probablement en milliards d'euros, sont donc de facto radicalement fausses si l'on intègre le coût de la crise COVID*

## Réindustrialisation : pour un renouveau industriel Français

*et les « coûts cachés » en comparaison des gains de compétitivité initialement prévus entre pays distants et achats plus locaux. Les prix de transports depuis la Chine ont été multipliés par plus de six depuis Mars 2019. Les calculs de valeur actuelle nette des projets par les directeurs financiers amènent les décideurs achats à appliquer le même type de calcul d'actualisation, et tendent donc à diminuer la valeur d'un achat risqué comme celle d'un revenu risqué, alors qu'en termes de décision d'achats, il conviendrait de fonctionner en sens inverse.*

### Réindustrialiser, cela requiert l'amélioration durable du capital humain

- **Protéger la personne et non le poste** (l'employabilité et non l'emploi). Beaucoup de postes disparaîtront probablement rapidement du fait des mutations technologiques en cours, les personnes non. Elles doivent être protégées, accompagnées et formées pour pouvoir continuer d'apporter leur concours au bien commun.
- **Inciter au travail plus qu'au recours aux aides.** Lutter activement contre la tentation de l'assistanat. Les politiques publiques de formation suédoises sont une inspiration forte en ce sens.
- **Protéger les travailleurs de longue durée du chômage de longue durée notamment de fin de carrière et encourager la formation ou reconversion à tout âge :** ne pas réduire la durée des aides au chômage pour les personnes ayant travaillé continuellement durant plus de cinq ans, ni pour les personnes de plus de 55 ans. Dissuader en revanche - ou réduire fortement - l'incitation à l'alternance cyclique entre contrat de courte durée et chômage passif de deux années assistées.
- **Valoriser davantage la culture scientifique et les études doctorales.** Exploiter mieux le potentiel professionnel et scientifique des jeunes ingénieurs et aspirant docteurs, en créant davantage d'incitations à réaliser des doctorats en entreprise. Porter la rémunération nette au même niveau que celle d'un jeune ingénieur et réduire la fiscalité suffisamment pour inciter les entreprises à engager de jeunes chercheurs. Inciter particulièrement les jeunes femmes dans ces parcours professionnels.
- **Renforcer le capital humain :**
  - En aidant à créer ou renforcer davantage de passerelles entre les dirigeants d'entreprises, les filières professionnelles et les milieux éducatifs aux niveaux locaux et nationaux. Il n'y a aujourd'hui pas adéquation quantitative et qualitative entre les débouchés de l'Éducation nationale et les besoins des entreprises. En sont des illustrations criantes la carence en ingénieurs mécatroniciens, informaticiens, techniciens supérieurs. La carence en capital humain sera le premier frein à la relance, et le risque premier sur notre capacité à bénéficier suffisamment de la croissance post-COVID19.
  - En travaillant en profondeur sur la mixité dans l'industrie et sur les causes structurelles des différentes formes de carences d'inclusivité notamment ethniques et religieuses dans la société française.



- En habilitant davantage d'entreprises (à partir d'une certaine taille, santé financière et ancienneté sur le marché) à créer des filières éducatives internes sur le modèle du compagnonnage
  - En exploitant davantage les avancées des neurosciences cognitives et sciences de l'apprentissage dans l'ensemble du système scolaire et universitaire français. Étendre par exemple l'expérience des « cogni-classes ».
  - En hybridant davantage et de façon durable, l'expérience éducative entre présentiel et digital.
  
  - **Diffuser davantage la culture stratégique et la culture « business » chez les entrepreneurs mais également dans la société française au sens large** ; donner le goût des affaires, de l'aventure entrepreneuriale, de la réussite. Encourager davantage les initiatives privées ou institutionnelles de ce type, aller davantage au contact de la population. Favoriser les liens de recherche-développement public-privé, moins forts en France pour des raisons culturelles. Continuer de travailler à renforcer l'attractivité de l'industrie, notamment dans les grandes écoles d'ingénieurs et de commerce
  
  - **Exploiter de façon plus réactive dans nos systèmes éducatifs et universitaires, les projections d'évolution des métiers pour les années à venir**, basées sur les besoins déclarés par les entreprises, sur les grandes transitions technologiques et sociétales en cours et sur les macro-tendances. Nous pouvons penser par exemple au travail à distance, à l'usine connectée et quasi-autonome, à la décarbonation de l'industrie et des transports, à la nécessité stratégique de relocaliser certains métiers ou types de productions pour sortir de dépendances internationales indésirées.
  
  - **En particulier, flécher davantage de moyens et inciter davantage de vocations vers les métiers des soins et des aides à la personne**, notamment pour répondre à la question du vieillissement de la population d'une part, mais également pour exploiter de façon socialement désirable le capital humain libéré par l'autonomisation à venir des usines de production. \*
- \*Nous n'allons pas à court terme vers une société totalement robotisée qui soit post-travail pour l'humain, ni vers une société de pur loisir qui soit d'intelligence artificielle post-intelligence humaine. Nous irons dans un premier temps vers une société d'intelligence augmentée, et de « travailleurs augmentés ». L'intelligence artificielle couplée aux avancées technologiques les plus récentes permettra ensuite de renforcer l'intelligence humaine et d'aider aux fonctions d'aide à la personne.*
- 
- **S'inspirer du modèle sud-coréen en termes de qualité de l'éducation dès la petite enfance** y est de premier plan, avec un niveau moyen plus élevé qu'en France, notamment en calcul puis en mathématiques, et des disparités moindres.
- 
- **Anticiper la prochaine crise en travaillant dès à présent à atténuer les effets de la crise COVID en termes d'aggravation des inégalités et discriminations** qui lui

préexistaient, les dépenses liées au soutien et à la relance ayant été essentiellement orientées vers les couches actives de la société.

- **Envisager la mise en place d'un revenu universel sous l'angle de la simplification d'accès au revenu minimum de solidarité active, d'une façon qui surtout incite intensément chacun à se mettre au service du bien commun au travers d'une activité socialement utile, ou à se former pour réussir à le faire pleinement.** Nous y intégrons la formation personnelle, l'apprenant n'étant d'aucune nuisance pour le corps social, et développant son potentiel à se rendre utile à la société lorsque l'opportunité se présentera. \*

\*A contrario, le revenu universel ne doit donc surtout pas être mis en place tel que suggéré parfois en parallèle simple avec une « taxe sur les robots », avec en filigrane l'idée que cela permettra de dispenser chacun du travail dont il sera privé par les machines et par l'IA. Le faire serait agir à réduire la frontière des possibilités de création de valeur accessibles à la population française (dans la création de valeur, nous incluons la valeur humaine, les soins apportés aux uns par les autres et le développement humain). Si l'humain était privé de travail, que cela nous permette de redonner du sens en remettant les jeunes générations au service des plus âgés et, par voie de conséquence, d'elles-mêmes un peu plus tard. La semaine de 35 heures n'a pas rempli sa promesse : la semaine de zéro heure serait une catastrophe ; une intention pourtant louable de partage universel se traduirait rapidement par une société de pur loisir, qui se paupériserait tout en abandonnant indéfiniment les plus fragiles et les plus âgés à leur sort, en dehors des quelques plus riches d'entre eux.

## Réindustrialiser, c'est d'abord préserver l'existant.

- **Préparer une sortie plus progressive - et donc plus sélective si nécessaire - des dispositifs de relance et de soutien**, sans arrêts brutaux des aides notamment de chômage partiel, en particulier pour les activités stratégiques. Il est crucial de travailler en concertation régulière « multi-ponts » avec les entreprises françaises et divers partenaires économiques locaux, de façon à pouvoir identifier les besoins et nécessités le plus précisément possible. Des approches globales par secteurs d'activité seront insuffisantes car un acteur hors filière peut s'avérer crucial pour une chaîne de valeur stratégique.
- **Renforcer les réseaux de CRP et la multiplicité des soutiens locaux**
- **Flexibiliser au maximum la fiscalité, notamment avant marge** dans les cas de risques de défauts, sans défaut avéré.
- **Renforcer le développement des métiers du retournement et de la restructuration des entreprises**, via notamment la création de nouvelles filières professionnelles, intégrant des profils ingénieurs, orientés vers la modernisation et la transformation des entreprises, les compétences en gestion financière, sociale, juridique ou contentieuse étant traditionnellement plus fréquemment représentées.
- **Mettre en place différents dispositifs de remontées d'informations en « temps réel » pour anticiper un plus grand nombre de sujets et piloter l'économie avec une latence plus faible.** L'expérimentation « signaux faibles » menée par la direction générale des entreprises (DGE) semble être une voie intéressante à explorer et à ajuster. A noter que certains grands groupes industriels qui dépendent d'une très large base de sous-traitants, disposent de dispositifs de suivi intéressants et susceptibles d'inspirer les États dans le suivi de la situation des entreprises.

Réindustrialisation : pour un renouveau industriel Français

- **Renforcer le volet “industrie du futur”** dans l’ensemble des appuis, soutiens et exigences vis-à-vis des acteurs du *restructuring* et du retournement d’entreprises en France, mais également dans les réseaux des CRP.

## Réindustrialiser, ce sera nécessairement décarboner.

*Ce point est largement étayé par les publications du comité Orion Écologie & Progrès : nous vous renvoyons donc à nos différentes publications.*

*Les mesures du plan climat, notamment celles portées par l’ADEME, sont très riches. Nous sommes globalement alignés avec ces mesures. Les publications des grands cabinets de conseil type McKinsey (“Réussir la transition de l’Europe vers la neutralité carbone”) proposent de nombreuses mesures à considérer.*

- **Analyser et canaliser la transition en cours dans les secteurs de la mobilité**, et notamment de l’automobile pour anticiper les conséquences économiques mais aussi écologiques, environnementales, et géopolitiques de la « monodiète électrique » qui s’annonce. Plus de 120 milliards seraient budgétés par les constructeurs pour plus de 625 projets de voitures électriques à voir le jour d’ici à 2025. S’il faut saluer le courage et la volonté des acteurs dans la transition écologique, il est à craindre que ce virage à angle droit ne soit source de danger. Des solutions incitant à la diversification des technologies vertes devraient être privilégiées, mais également une réflexion de fond sur nos modèles d’urbanisme, sur les raisons premières de nos besoins de mobilité et sur les effets du télétravail sur ces besoins, sur la réduction de la taille des véhicules du quotidien, sur les freins passés et futurs à la propriété partagée, au covoiturage, à l’économie d’usage, à la réduction de la taille moyenne des véhicules.
- **Accélérer davantage la création de réseaux électriques pour la recharge des véhicules électriques** dans les immeubles d’habitation, avec des incitations adéquates aux copropriétés, aides et éléments réglementaires, telles que l’obligation de soumettre la proposition de mise en place au vote des copropriétaires.
- **Ne pas céder à la tentation de la mono-diète électrique**, qui aboutirait à d’autres formes de catastrophes écologiques.
- **Dans les autres secteurs industriels, ancrer les incitations vertes sur la durée**, au-delà de la temporalité du plan de relance, notamment au travers de règles ou d’incitations sur la fiscalité et le fléchage des dispositifs de financement et d’investissements en fonds propres.

## Réindustrialiser, cela doit s’accompagner du renforcement de la compétitivité et de la modernisation de notre appareil productif.

- **Ancrer et renforcer les dispositifs *French Fab*, *Alliance pour l’industrie du futur*, *French tech*, *Tech in Fab* dans la durée.** Renforcer ou créer la cohésion

entre les différents écosystèmes universitaires, de recherche, et industriels. (Pôles de compétitivité, territoires d'industries, centres de recherche publics et privés, incubateurs, grandes écoles...) Renforcer les approches écosystémiques, telle que les réseaux French Fab, ou Tech in Fab, au travers de davantage de moyens et de visibilité.

- **Contribuer à renforcer massivement les capacités européennes en informatique et en intelligence artificielle**, les niveaux d'investissement nécessaires dépassant les moyens nationaux. Veiller à ce que le cadre réglementaire notamment sur le travail par internet ou les activités considérées comme tel, ne soit pas utilisé par voie de lobbying pour « couper le pont » après que seuls quelques géants d'outre atlantique aient pu entrer dans la partie. (L'accès à l'IA s'est jusqu'ici fait pour grande partie par de l'apprentissage, guidé par des clics humains depuis le monde entier, très peu rémunérés, mais qui se sont avérés indispensables)
- **S'inspirer du modèle sud-coréen en termes de politique publique de soutien à la modernisation de l'industrie**. La Corée a fixé un objectif de 25 000 « smart factories » à horizon 2025, et accompagne cette transition par tous les moyens accessibles à l'état et en conformité avec les traités internationaux de libre-échange.

## Réindustrialiser, c'est relocaliser pour mieux exporter

- **Continuer de renforcer le *made in France*, et le rayonnement national**, notamment dans les industries dans lesquelles cette marque est déjà forte. Le luxe, le textile d'habillement, mais aussi et surtout l'agroalimentaire sous l'angle « clean food ». Nourrir l'humanité sera l'enjeu clé de demain, et la France y joue déjà un rôle majeur.
- **Mettre en place une meilleure coordination, à un niveau européen, et *a minima* consultative, des investissements privés réalisés dans les industries matures**, à fort niveau d'investissement capacitaire et d'emploi salarié, notamment dans la métallurgie et la sidérurgie. Ceci en particulier en vue de mieux maîtriser les surcapacités contre-productives, et la localisation de différents types de productions potentiellement stratégiques, ou des délocalisations inefficaces sur le plan environnemental dès à court-terme, et sur le plan économique à long terme vers des pays dans lesquels les niveaux de salaires sont actuellement plus bas qu'en France, mais ayant vocation à réaliser un rattrapage sur ce critère à horizon 2030.
- **Mettre en place une meilleure harmonisation, à un niveau européen, des politiques sociales**. Nous attendons des progrès significatifs notamment de sécurité sociale et de niveaux de salaires minimums en Europe centrale et un rééquilibrage des subventions industrielles européennes pour satisfaire également aux besoins industriels de la France.

- **Inciter davantage à l'acquisition de technologies - voire d'entreprises étrangères - qui permettront de renforcer le positionnement des entreprises françaises dans leurs chaînes de valeur** et d'augmenter ainsi leur capacité à capturer la valeur\* créée. Renforcer le soutien aux entreprises françaises et investisseurs français dans leurs acquisitions stratégiques à l'étranger.

*Comme noté dans la rubrique capital humain, il est crucial de bien tenir compte de la différence entre niveau d'activité, création de valeur, et capture de valeur. Par exemple dans le cas d'une société telle qu'Uber, la création de valeur se fait à tous les endroits de la chaîne, mais la capture de valeur ne se fait pas ou peu au niveau des chauffeurs ou des livreurs, surtout si le véhicule devenait demain autonome. Le rapport de force en termes de capacité à capturer la valeur est en faveur de celui qui détient le contrôle sur l'écosystème, donc sur la plateforme et les technologies notamment numériques qui en ont permis la création et la gestion opérationnelle.*

## Réindustrialiser la France, c'est réindustrialiser ses régions

- **Miser sur nos avantages concurrentiels** : gagner les batailles faciles est plus utile que perdre des batailles coûteuses et difficiles
- **Investir dans le renouveau des écosystèmes locaux**, et les activités facilement et naturellement accessibles dans nos écosystèmes locaux, souvent durablement distinctives car liées à des facteurs environnementaux et climatiques, et permettant l'accès à une activité professionnelle à des personnes moyennement ou peu qualifiées. Prenons par exemple la filière de l'huile d'olive, et du savon en région PACA, ou encore nos nombreuses AOC dans le domaine agroalimentaire.
- **Penser une « Silicon Valley » européenne, qui rassemble les trois capitaux humains, économiques et sociaux, et qui cible les technologies de demain.** Différentes localités en Europe comme le plateau de Saclay ou la Technische Universität de Dresde présentent de tels potentiels, et l'interconnexion peut désormais être pensée indépendamment de l'éclatement géographique.
- **Encourager les grands projets structurants à l'échelle européenne et s'y engager pleinement.** Il peut s'agir de constellation de satellites à visée stratégique, comme de nouveaux développements aéronautiques tel que l'avion AIRBUS zéro émissions, ou encore de projets de grande envergure et innovants, type Hyperloop d'Est en Ouest, avec tous les avantages que peuvent engendrer ce type de grands projets : nouveaux débouchés pour l'industrie et pour la recherche, contribution à une meilleure intégration communautaire notamment Ouest-Est, bénéfices écologiques et environnementaux en se substituant à des flux automobiles.



Réindustrialisation : pour un renouveau industriel Français

## CONTACT

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ? N'hésitez pas à nous contacter.



Courriel : [cercleorion@gmail.com](mailto:cercleorion@gmail.com)